PUBLICATIONS-Géraldine Giraudeau

Principaux thèmes de recherche : droit international général, territoire, droit de la mer, outre-mer, Pacifique.

Ouvrages

6. G. Giraudeau et M. Maisonneuve (dir.), *Dictionnaire juridique des Outre-mer*, Lexisnexis, 2021, 544 p.

5. (Dir.), *Les enjeux territoriaux du Pacifique. Actes du colloque des 3 et 4 juillet 2017*, PUNC, 2021, 255 p.

4. Larje, *L’avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie*, PUNC, 2018, 288 p.

3. G. Giraudeau, C. Guerin-Bargues, N. Haupais (dir.), *Le fait religieux dans la construction de l’Etat*, Actes du colloque d’Orléans de juin 2014, Paris, Pedone, 2016, 273 p.

2. *(Dir.) : La réforme des organisations économiques internationales face à la globalisation, Journée franco-espagnole*, Paris, Mare et Martin*,* 2015*,* 202 p*.*

1. *Les différends territoriaux devant le juge international : entre droit et transaction*, Leiden, Martinus Nijhoff Publishers, 2013, x-547 p.

Articles et contributions

69. « Les Outre-mer dans la stratégie française en Indopacifique », Annuaire français de relations internationales, 2022, pp. 157.

68. « Pacific Islands in the Face of Sea Level Rise : Some Reflections from an International Law Perspective », *Anuario Español de Derecho Internacional*, vol. 38 (2022), pp. 425-452.

67. Avec S. Robert-Cuendet, refonte de l’entrée « Plateau continental », Dalloz, Répertoire de droit international, 2022-1, 13 p.

66. G. Giraudeau et W. Seddik, « Le différend territorial entre la France et le Vanuatu sur les îlots Matthew et Hunter : du condominium des Nouvelles-Hébrides aux frontières maritimes du Pacifique Sud », p. 271-283 *in* A. Miron, D.-S. Robin et J.-P. Pirat (dir.), *Atlas des espaces maritimes de la France,* Paris, Pedone, 2022.

65. Avec S. Robert-Cuendet, refonte de l’entrée « Zone économique exclusive », Dalloz, *Répertoire de droit international*, 2021-1, 21 p.

64. « Saint-Pierre-et-Miquelon », pp. 493-495, *in* G. Giraudeau et M. Maisonneuve (dir.), *Dictionnaire juridique des Outre-mer*, Lexisnexis, 2021, 544 p.

63. « Espaces maritimes », pp. 211-214, *in* G. Giraudeau et M. Maisonneuve (dir.), *Dictionnaire juridique des Outre-mer*, Lexisnexis, 2021, 544 p.

62. « Différends territoriaux », pp. 158-161, *in* G. Giraudeau et M. Maisonneuve (dir.), *Dictionnaire juridique des Outre-mer*, Lexisnexis, 2021, 544 p.

61. « Les spécificités du droit applicable en Nouvelle-Calédonie », *Les Cahiers du CRINI* n°2, 2021, *Droit et langue: pourquoi et comment des exceptions juridiques et linguistiques territoriales ?* (coord. D. Garreau et E. Bracchi), 9 p.

60. « Les conventions fiscales dans le Pacifique », pp. 105- 113 *in* F. Querol (dir.), Quel système fiscal pour le Vanuatu ?, Actes du colloque de Port-Vila des 2 et 3 mai 2019, AUF, 2021.

59. « Les mutations de la territorialité dans le Pacifique », pp. 41-54 *in* G. Giraudeau, *Les enjeux territoriaux du Pacifique*, PUNC, 2021.

58. « Espace (extra-atmosphérique) », p. 228 *in* V. Ndior (dir.), *Dictionnaire de l’actualité internationale*, Paris, Pedone, 2021.

57. « Internet », p. 323) *in* V. Ndior (dir.), *Dictionnaire de l’actualité internationale*, Paris, Pedone, 2021.

56. « La consultation du 4 octobre 2020 sur l’accession à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie, deuxième acte d’un processus clivant », Actes du colloque Droit électoral et droit des collectivités locales, *Bulletin juridique des collectivités locales*, n°12/2020, pp. 836-840.

55. « Le statut *sui generis* de la Nouvelle-Calédonie au sein de la République française, ultime manifestation de la souplesse du cadre unitaire », pp. 121-33 *in* M. Doat et J. Rios (dir.), *L’unité de l’Etat*, Mare et Martin, 2021.

54. G. Giraudeau et C. Gravelat, « La mise en œuvre des compétences sur le plateau continental et la ZEE des outre-mer : des ambiguïtés de la CNUDM à la complexité des statuts », *Annuaire du droit de la mer*, 2018, tome 23, pp. 45-72.

53. Les espaces de transition en droit international public », pp. 197-214 in A. Farinetti (dir.), *Continuités et discontinuités territoriales. Actes du colloque organisé les 12 et 13 novembre 2015 à l’Université de Sceaux*, Mare and Martin, 2019.

52. « Droit du numérique et télécommunications. L’applicabilité du principe de la neutralité du Net en Nouvelle-Calédonie », *Cahier du Larje* 2018-6, Ch. Bidaud-Garon (dir.), pp. 48-54.

51. « La sentence arbitrale rendue sur le fond le 29 juin 2017 en l’affaire du différend territorial et maritime entre la Croatie et la Slovénie », *Annuaire français de droit international*, 2017, pp. 237-255.

50. « Le droit international et les transitions constitutionnelles », pp. 19-28 *in* Larje, *L’avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie*, PUNC, 2018, 288 p.

49 bis. « Le Saint-Siège et le Conseil de l’Europe », actes du colloque de l’Université de Nanterre, *in* A.\_L. Chaumette et N. Haupais, *La religion et le droit international*, Paris, Pedone, 2018, pp. 119-142.

49. « La Santa Sede y el Consejo de Europa », *Anuario Español de Derecho Interacional*, v. 34, 2018, pp. 207-228.

48. « La France et le droit d’asile : quelques observations juridiques sur les procédures et la situation des personnes », *Ethique et Santé*, Volume 15, Issue 2, Juin 2018, pp. 97-104.

47. « Les nouvelles obligations et les obligations renouvelées des Etats à l’ère du numérique », Actes du colloque de l’Université de Perpignan (mars 2017), S. Chatry et Th. Gobert (dir.), *Numérique : nouveaux droits, nouveaux usages*, Mare et Martin, 2017.

46. « Sharks Need Protection and Surfers Want Security : La Réunion’s Shark Control Program into the International Legal Framework », *Journal of Territorial and Maritime Studies*, 2017, vol. 4, n°1, pp. 5- 30.

45. Chapter XIX, « Goal 16 : Peace, Justice and Strong Institutions. Promote just, peaceful, and inclusive societies », 20 p *in* P. Duran y Lalaguna, C.M. Diaz Barrado et C. R. Fernandez Liesa (eds.), *International Society and the Sustainable Development Goals*, Thomson Reuters, 2016, pp. 523-546.

44. « La religion et les mouvements sécessionistes », pp. 235-246, *in* G. Giraudeau, C. Bargues et N. Haupais (dir.), *Le fait religieux dans la construction de l’Etat*, Actes du colloque d’Orléans de juin 2014, Paris, Pedone, 2016, 273 p.

43. « Saint-Pierre-et-Miquelon : de la guerre de la morue à la bataille de l’or noir », *in* S. Cassella et L. Delabie (dir.), *Faut-il prendre le droit international au sérieux ? Liber amicorum en l’honneur du Professeur Pierre Michel Eisemann*, Pedone, 2016, pp. 121-144.

42. « A propos de l'affaire des *Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor- Leste c. Australie)* : quand la Cour internationale de Justice agit en garantie des droits étatiques relatifs à une autre procédure juridictionnelle, *Annuaire Français du Droit International* 2015, pp. 239-266.

41.« Les motifs non juridiques dans le contentieux territorial », pp. 81-96, *in* F. Couveinhes Matsumoto et R. Nollez-Goldbach (dir.), *Les motifs non juridiques dans les jugements internationaux*, Actes du colloque ENS du 7 novembre 2014, Paris, Pedone, 2016, 211 p.

40. « A Slight Revenge and a Growing Hope for Mauritius and the Chagossians: The UNCLOS Arbitral Tribunal’s Award of 18 March 2015 on Chagos Marine Protected Area (Mauritius v. United Kingdom) », *Brazilian Yearbook of International Law*, vol. 12, n°2, 2015, pp. 705-727.

39. « L’articulation des institutions financières internationales et européennes », *in* G. Giraudeau (dir.), *La réforme des institutions économiques internationales à la globalisation,* Paris, Mare et Martin, 2015, 202 p.

38. « La remarquable entrée en scène du TIDM dans le contentieux de la délimitation maritime : l’arrêt du 14 mars 2012 relatif à l’affaire du golfe du Bengale », *Annuaire du droit de la mer*, 2012, tome 17, pp. 93-118.

37. « La sentence Abyei du 22 juillet 2009 (Gouvernement du Soudan / Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan) », Table ronde du 22 octobre 2012 organisée par l’Association des internationalistes et l’IHEDN : « Partition et répartition des espaces : actualité de l’Afrique (SoudanCorne de l’Afrique) ». Actes publiés dans la revue *Aquilon* n°9.

36. « La naissance du Soudan du Sud : la paix impossible ? », *Annuaire français de droit international*, 2012, pp. 61-82.

35. « Retour sur un classique − Antonio Truyol y Serra, *Genèse et fondements de l’idée d’une communauté universelle* : *De la* civitas maxima *stoïcienne à la* civitas gentium *moderne*, Lisbonne, separata da *Revista da Faculdade de Direito da Universidade de Lisboa*, 1958, 147 p », *R.G.D.I.P*., 3/2012.

34. « Les compétences internationales des entités territoriales autonomes »*, Annuaire français de droit international,* 2010, pp. 167-195.

33. « Le pouvoir discrétionnaire du juge au sein de la Cour internationale de Justice », pp. 277-300 in W. Jakimowicz et P. Serrand (dir.), *Le pouvoir discrétionnaire. Approches comparées en droit français et en droit polonais*, Actes du colloque de Cracovie - Université Jagelonne, 23 mars 2012, Paris, Mare et Martin, 490 p.

32. Capítulo 9 : Asia : La Asociación de Naciones del Sudeste Asiático (ASEAN) y la Asociación de Asia del Sur para la Cooperación Regional (SAARC) pp. 285-308 *in* Fernández Liesa (C. R.) y Cano Linares (A.) (dir.), Los Procesos de Integración ante la Crisis Financiera International, Civitas, 2012, 354 p.

31. Díaz Barrado (C.) et Manero Salvador (A.) (dir.), *Glosario de términos útiles para el análisis y estudio del Espacio Iberoamericano de Cooperación e Integración: Comercio, Cultura y Desarrollo,* Centre d’études Ibéro-américaines de l’Université Rey Juan Carlos de Madrid et de l’Université de la Havane, Marcial Pons, 2009, 419 p. Rédaction des références suivantes : article XXIV du G.A.T.T. (pp. 61-62), aide publique au développement (pp. 68-69), aide à l’alimentation (pp. 73-75) et G.A.T.T. (pp. 268- 269).

Chroniques de faits internationaux

30. forum des iles pacifique (fip)- Déclaration sur la préservation des zones maritimes face à l’élévation du niveau de la mer, *RGDIP* 2021-4, pp. 803-805.

29. australie-etats-unis-France-Royaume-Uni- Crise des sous-marins, *RGDIP* 2021-4, pp. 785-787.

28. etats insulaires du pacifique-Retraits en chaîne des Etats micronésiens du Forum des îles du Pacifique : le signe d’une crise régionale ?, *RGDIP* 2021-2, pp. 328-329.

27. grece/turquie-Discussions relatives à l’exploitation des hydrocarbures en Méditerranée orientale, *RGDIP* 2021/2, pp. 350-355.

Notes de jurisprudence

26. AUSTRALIE. Cour fédérale, 27 mai 2021, *Sharma by her litigation representative Sister Marie Brigid Arthur v. Minister for the Environment*, FC 560, *RGDIP* 2021-4.

25. Nouvelle-Zelande. Cour d’appel, 11 juin 2019, *Kim v Minister of Justice of New Zealand* (CA562/2017 NZCA 209)- SUEDE. Cour suprême, 9 juillet 2019, QJ, Ö 2479-19, *RGDIP* 2019-4.

24. Espagne. Tribunal constitutionnel, 20 décembre 2018, recours d’inconstitutionnalité 3754/2014, *RGDIP* 2019-4.

23. ESPAGNE. Tribunal suprême (salle du contentieux administratif, 4ème section), décision 1263/2018 du 17 juillet 2018, *RGDIP* 2018-4, p. 1053.

22. ROYAUME-UNI. Cour suprême, 8 février 2018, R (on the application of Bancoult No 3) (Appellant) v Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs (Respondent) [2018 UKSC 3], *RGDIP* 2018-4, p. 1080.

21. ROYAUME-UNI. Haute Cour de justice d’Angleterre et du pays de Galles (Comm. QBD), 1er mars 2018 [EWHC 385], Certain Underwriters At Lloyds London v Syrian Arab Republic & Ors, *RGDIP* 2018-4, p. 1081.

20. ISRAËL. Cour suprême, décisions jointes 3003/18 et 3250/18 du 25 mai 2018, Yesh Din c. IDF Chief of General Staff, *RGDIP* 2018-4.

19. Suède. Tribunal du district de Stockholm, arrêt du 16 février 2017, *Haisam Omar Sakhanh*, *RGDIP* 2017-4.

18. Espagne. Audience nationale, tribunal d’instruction central n°06, auto du 27 mars 2017, 11/2017, *RGDIP* 2017-4.

17. royaume-uni. Cour suprême, arrêt du 29 juin 2016, *R (on the application of Bancoult (No 2)) (Appellant) v Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs (Respondent)*, [2016] UKSC 35, *RGDIP* 2016-4.

16. Espagne. Tribunal suprême (*sala de lo penal*), auto 1569/2015 du 18 mai 2016, *RGDIP* 2016-4.

15. Espagne. Audience nationale, auto 97/2010 du 4 janvier 2016, *RGDIP* 2016-4.

14. COLOMBIE. Cour constitutionnelle, sentence C-018/15 du 21 janvier 2015, M. P. Gabriel Eduardo Mendoza Martelo (Exp. D-10.309), *RGDIP* 2015-4, p. 36.

13. CHILI. Tribunal constitutionnel, 25 mars 201513, *RGDIP* 2015-4, p. 17.

12. ESPAGNE. Tribunal suprême (sala de lo penal), sentence 592/2014 du 6 mai 2015 et sentence 297/2015 du 8 mai 2015, *RGDIP* 2015-4, p. 17.

11. COLOMBIE. Cour suprême, décision du 2 avril 2014, cas n° 42.118, E. J. Bello Murillo (affaire James Terry Watson), *RGDIP* 2014-4, p. 954.

10. ESPAGNE. Audience nationale (sección cuarta), arrêt 270/13 du 18 novembre 2013, suivi des ordonnances du 10 février 2014 du juge central d’instruction n°2, 63/0823 —. Tribunal suprême (sala de lo penal), sentence 592/2014 du 14 juillet 2014, *RGDIP* 2014-4, p. 967.

Articles de presse et blogs juridiques

9. « Is the Pacific Shaping the Future of Maritime Limits and Boundaries? », *ASIL Insight*, Vol. 25, Issue 23, 19 octobre 2021.

8. « La crise des sous-marins australiens vue du droit », *Le Club des juristes*, 14 octobre 2021.

7. « La Nouvelle-Zélande au temps du covid 19 : un Etat législativement et institutionnellement bien équipé », Blog *Jus Politicum*, 20 avril 2020.

6. « Cession de territoire en droit international : l’exemple du Groenland », *Le Club des juristes*, 16 septembre 2019.

5.« Les dernières élections législatives aux Fidji, une étape dans la transition démocratique de la République militaire », Blog *Jus Politicum*, 17 décembre 2018.

4.« Que peut-on attendre du référendum de 2018 sur la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie ? », Blog *Jus Politicum*, 13 décembre 2017.

3. « La neutralité du net toujours au cœur des débats », *Droit & Technologies*, 4 décembre 2017.

2.« The Principles of Confidentiality of and NonInterference in the Communications with Lawyers and Legal Advisers (Legal Professional Privilege) regarding the recent ICJ and ECHR Case Law », *ASIL Insight*, Volume 20, Issue 16, 24 octobre 2016.

1.« La bataille des déracinés des Chagos n’est pas terminée », *Jeune Afrique*, 9 août 2016.